

## Communiqués internationaux du Comité directeur du PS (1971-1983)

1971

Communiqué du 11/09/1971 sur le monde

Manque

1973

Communiqué du 08/09/1973 sur le Chili

La lutte de masse menée actuellement par le peuple chilien, sous la conduite de l'Unité Populaire, lui a d'ores et déjà largement ouvert la voie de la transition au socialisme ; Mais à mesure que s'affirme dans les usines, les quartiers et les campagnes le contrôle des travailleurs, la résistance désespérée de la bourgeoisie réactionnaire s'exaspère et se raidit.

Le Parti Socialiste salue le combat de l'Unité Populaire et assure ces organisations, le Parti Socialiste et Salvador Allende de l'entière solidarité de chacun de ses militants.

Communiqué du 08/09/1973 sur l'Espagne

Le gouvernement français se prépare ouvertement à favoriser l'admission de l'Espagne franquiste au Marché commun, en infraction flagrante avec le Traité de Rome qui subordonne notamment l'adhésion des États membres, au respect des règles démocratiques et des libertés dans leur régime intérieur.

Le Parti Socialiste, pour sa part, réaffirme que l'Espagne franquiste n'a pas sa place dans la communauté européenne et appelle toutes les organisations de Gauche à mettre en échec l'opération montée par le gouvernement français.

DE L'INTERIEUR :

Le 12e Congrès de l'Union Générale des Travailleurs d'Espagne s'est réuni à Toulouse les 13, 14 et 15 août dernier. L'ensemble des syndicats, membres de la C.I.S.L., étaient représentés à ces assises qui marquaient également le 85e anniversaire de l'U.G.T. Les différents textes adoptés à l'issue de ce congrès, montrent que l'U.G.T. est à l'avant-garde de la défense des travailleurs espagnols

Communiqué du 08/09/1973 sur l'URSS

Il y a cinq ans l'intervention de troupes étrangères mettait fin à ce que l'histoire a appelé le printemps de Prague. Le Parti Socialiste reste fidèle aux positions prises à cette époque et rappelées lors de la Conférence organisée par ses soins en décembre 1972.

L'Union de la gauche en France entretiendra des relations amicales avec l'URSS tout en préservant les valeurs qui constituent le fondement du socialisme. C'est pourquoi le Parti Socialiste s'inquiète des faits qui ont motivé les récentes déclarations d'intellectuels soviétiques.

Certes les commentateurs de la droite, alors qu'ils ne protestent jamais contre l'étouffement des libertés dans les pays capitalistes, cherchent à tirer profit de cette situation.

Mais ni la nécessité de lutter en priorité contre les entraves à la démocratie dans notre pays, ni l'utilisation par la droite des faits en question, ni la reconnaissance des incontestables progrès accomplis par les régimes de l'Est, ne sauraient justifier le silence du Parti Socialiste.

Les garanties que contient le Programme commun constituent pour lui et pour ses partenaires un socialisme d'engagement. C'est pourquoi le Parti Socialiste rejette l'amalgame entre ce qui se passe à l'Est et le projet socialiste pour la France de demain.

Les militants socialistes sont unanimes à penser que la détente et la coopération nécessaires entre les peuples doit entraîner la liberté d'expression et de circulation des idées et des hommes.

## Communiqué du 08/09/1973 sur l'Europe

La crise monétaire internationale dans ses différentes phases renforce objectivement l'hégémonie américaine. Le Parti Socialiste a déjà fait connaître sa position sur l'opportunité du Nixon-Round. Il constate que la réunion de Tokyo préparatoire à la grande négociation commerciale s'ouvre dans de mauvaises conditions pour la France et pour l'Europe.

Le Parti Socialiste ne dissocie par la recherche d'un accord sur l'établissement d'un nouveau système monétaire imposant les mêmes règles à tous et tenant compte des besoins des pays du Tiers monde et des relations avec les pays de l'Est et le développement de la construction européenne et de ses politiques communes.

Il rappelle que cette orientation est dans l'esprit et la logique du Programme commun qui implique une politique active au sein de la Communauté Économique Européenne pour libérer l'Europe de la domination du grand capital, dans la perspective du socialisme.

Le gouvernement français largement responsable du recul de l'Europe freine actuellement toute initiative dans ce sens hésitant constamment entre le repli nationaliste et l'inclinaison atlantiste.

## Communiqué du 17/11/1973 sur le Grèce

Les événements qui viennent d'endeuiller Athènes et plusieurs villes de Grèce, démontrent que la réforme constitutionnelle récente, ne consacrait aucunement, une ouverture vers la démocratisation du régime, mais traduisait au contraire le raffermissement du Pouvoir de l'armée sur la Nation. Le Comité Directeur affirme sa solidarité avec les étudiants et travailleurs victimes de la répression. \*\*\*\*\*Il considère dès lors que l'action doit être activement poursuivie au plan international, pour mettre un terme à la dictature militaire et assurer la renaissance d'un régime démocratique authentique en Grèce.

## Communiqué du 14/12/1973 sur l'Algérie

Après l'attentat perpétré au Consulat d'Algérie à Marseille, le Parti socialiste adresse aux familles des victimes, à l'ensemble des travailleurs algériens en France, au peuple algérien et à son gouvernement, l'expression de son indignation et de sa solidarité. Ce crime s'inscrit dans une suite de meurtres et d'incitations racistes à la violence. La passivité dont le pouvoir n'a cessé de faire preuve jusqu'à ce jour devant la recrudescence des provocations de toutes natures engage gravement la responsabilité du gouvernement.

Le Parti socialiste exige qu'il soit mis fin sans délai à une tolérance qui se confond de plus en plus avec une complicité à l'égard des agissements des groupes d'extrême-droite.

## Communiqué du 09/02/1974 sur le Chili

Le Comité Directeur, informé de la décision de la junte fasciste du Chili de refuser à l'avenir les laissez-passer, demandés au nom des militants des organisations démocratiques réfugiés dans les ambassades de Santiago, proteste avec indignation contre ce nouveau témoignage du caractère impitoyable de la répression qui continue à sévir au Chili.

Il lance un pressant appel aux autorités françaises notamment au ministère des Affaires étrangères, pour qu'elles agissent au plus tôt afin que les réfugiés, et avec eux tous ceux qui ont fait légitimement confiance à la protection de notre ambassade, reçoivent les laissez-passer nécessaires.

## Communiqué du 23/11/1974 sur Israël

Le programme du Parti Socialiste, comme le Programme commun de la gauche ont affirmé le respect du "droit à l'existence et à la souveraineté de tous les Etats de la région (du Proche et Moyen-Orient à notamment de l'Etat d'Israël, ainsi que des droits nationaux du Peuple arabe de PALESTINE".

Le Parti Socialiste dénonce les manifestations d'intolérance comme celle à laquelle s'est prêtée de façon inadmissible l'UNESCO et celle qui apparaît au travers de la résolution du 23 Novembre de l'Assemblée Générale des Nations Unies, qui ont pour résultat d'encourager les risques d'affrontement entre Israël et les pays arabes. Le Parti Socialiste s'autorise des liens d'amitié qui l'unissent au Parti Travailleuse israélien pour lui demander de ne négliger aucune chance de parvenir par la négociation avec tous les intéressés et d'aborder les représentants légitimes du peuple palestinien, à un règlement satisfaisant pour toutes les patries en cause, sur la base de la Résolution 242 des Nations Unies.

### Communiqué du 08/03/1975 sur la France

Dans les D.O.M., la départementalisation votée en 1946 a. été votée au profit d'une minorité d'exploiteurs intéressés au maintien d'un nouveau « pacte colonial ».

L'industrialisation est systématiquement freinée par le lobby des importateurs.

Informé de cette situation catastrophique par ses Fédérations d'Outre-mer, le Parti Socialiste réaffirme que seules les assemblées locales, élus démocratiquement et jouissant de réels pouvoirs économiques et budgétaires, peuvent mettre en chantier les réformes qui s'imposent.

Le PARTI SOCIALISE, affirme également que la GUYANE, la GUADELOUPE, la MARTINIQUE et la REUNION, chacune en ce qui la concerne, a vocation à s'autodéterminer. Le Parti Socialiste respectera les choix institutionnels lorsqu'ils seront librement formulés. Il fera siennes les revendications particulières de chacune des populations d'outre-mer quant au statut et au développement du territoire de son ressort. Il déclare que les bases d'une nouvelle communauté socialiste reposent sur la solidarité effective des travailleurs de FRANCE et des départements d'OUTRE-MER.

Adopté le dimanche matin 9 mars à l'unanimité moins 1 abstention

### Communiqué du 09/03/1975 sur la France

Le Comité directeur du Parti socialiste s'élève avec indignation contre les sévices dont ont été victimes de la part de certains policiers Maître Benachenhou et Maître Oussedik.

Adopté à unanimité

### Communiqué du 02/05/1975 sur le Viet Nam

Manque

### Communiqué du 02/05/1975 sur le Portugal

Les élections du 25 avril ont apporté la preuve de la maturité politique et des aspirations démocratiques du peuple portugais, tant par le déroulement exemplaire de la campagne électorale que par la participation spectaculaire des électeurs à la consultation. C'est une réponse claire qui doit mettre un terme aux campagnes de dénigrement menées dans notre pays et en Europe par les forces conservatrices.

En accordant 84 % des suffrages aux partis représentés au gouvernement, dont 55 % aux formations de la gauche, ils ont démontré clairement leur attachement aux options révolutionnaires définies par les libérateurs civils et militaires pour la construction du nouveau Portugal. Le succès remporté par le Parti socialiste, qui a obtenu 38 % des votants, traduit clairement la volonté du peuple, et particulièrement des travailleurs, de bâtir une société socialiste et pluraliste dans un pays combattant l'impérialisme et refusant toutes les formes d'opposition.

Le Parti socialiste français se réjouit de cette victoire et transmet ses félicitations les plus chaleureuses au Parti frère.

### Communiqué du 02/05/1975 sur l'Espagne

A l'occasion du 1er mai, la dictature franquiste a montré une fois de plus son véritable visage. Après la proclamation de l'état d'urgence et l'arrestation de plus de 300 personnes dans les provinces basques, de nombreuses autres interventions sont intervenues dans les principales villes d'Espagne ; Les militants du Parti socialiste ouvrier espagnol et de l'U.G.T. étaient particulièrement concernés par ces arrestations. En outre un militant socialiste, Camilo Rueda, employé à Hispano Olivetti a été abattu par balles dans la province de Barcelone alors qu'il distribuait des tracts appelant aux manifestations prévues pour le 1er mai. Il a été hospitalisé dans un état désespéré. Quant au défilé des socialistes sur la tombe du fondateur du Parti, Pablo Iglesias – le premier depuis la guerre civile – il s'est heurté à d'importantes forces de police, appuyées par des nervis du mouvement d'extrême droite des « guerrilleros du Cristo Rey ». Il y a eu de nombreux blessés. L'apolitique a procédé à plusieurs dizaines d'arrestations.

Il apparaît clairement que le gouvernement d'Arias Navarro se raidit dans une politique de force contre les démocrates et les socialistes. C'est sa manière de répondre à la grande victoire de la gauche aux élections portugaises. Partout la répression s'amplifie.

Dans ces circonstances le PS, tout en dénonçant une nouvelle fois avec force le caractère fasciste du gouvernement de Madrid, réaffirme son entière solidarité avec l'ensemble des forces progressistes et

démocratiques et particulièrement avec leurs camarades du PSOE et de l'U.G.T. Le Comité directeur du PS renouvelle les condamnations portées par le PS Contre tout rapprochement entre le gouvernement français et le gouvernement franquiste.

### Communiqué du 05/07/1975 sur l'Inde

Le COMITE DIRECTEUR du Parti socialiste exprime sa vive préoccupation au sujet des mesures prises par le Gouvernement indien de mise en cause des libertés civiles fondamentales et d'emprisonnement d'authentiques démocrates, internationalement connus, dont le Président du Mouvement socialiste indien JAYAPRAKASH NARAYAN et le Président du Parti socialiste indien Georges FERNANDEZ.

Il demande la libération sans retard des démocrates emprisonnés et le rétablissement des libertés élémentaires. C'est avec la plus grande vigilance qu'il suivra l'évolution de la situation en Inde.

Il prendra sans délais les contacts nécessaires pour obtenir les éclaircissements et les informations utiles à son action de solidarité.

### Communiqué du 04/10/1975 sur le Portugal

Il était inévitable que les événements au Portugal soient jugés par de nombreux camarades en fonction de la situation française et à partir de critères qui ne correspondent nullement à la réalité telle qu'on peut la découvrir sur le terrain. C'est pourquoi il nous paraît nécessaire de mettre en lumière un certain nombre de données fondamentales sans lesquelles il est impossible de comprendre l'évolution de la révolution portugaise.

2. Le populisme militaire est essentiellement un phénomène du tiers monde. Il répond à des situations où les classes dirigeantes sont soit extrêmement discréditées, soit particulièrement « exiguës », soit pratiquement inexistantes (cas de l'Algérie) et où le mouvement ouvrier est lui-même très faible. Ce vide social peut donner naissance à un régime plus ou moins fasciste, mais aussi à un néo-bonapartisme dont les thèmes sont l'indépendance nationale, la nationalisation des sources d'énergie et des grands secteurs industriels, la réforme agraire et la mise en place d'un système politique "non partisan" excluant l'affrontement des formations politiques et permettant aux nouveaux dirigeants d'établir un "contact direct" entre eux et le peuple. Ce bonapartisme comporte incontestablement des traits positifs, mais il est presque toujours conduit à mêler paternalisme, manipulation et répression.

3. Le Portugal cependant n'est que partiellement du tiers monde, il est aussi de l'Europe. Le mouvement ouvrier y avait été réprimé et étouffé par la dictature salazariste mais il correspondait à une réalité qui tôt ou tard devait surgir à nouveau au grand jour. L'activité des partis clandestins contenait cette promesse : elle faisait apparaître à la fois une continuité et une légitimité.

C'est pourquoi les forces révolutionnaires de l'armée ne pouvaient s'engager dans une expérience populiste à l'état pur. Il leur fallait composer avec le mouvement ouvrier et celui-ci ne pouvait agir de son côté sans tenir compte de la position dominante du M.F.A. D'où une série de compromis où chacun abandonne une partie de son programme. Les militaires acceptent un pluralisme politique qui ne les enchante guère et des élections dont ils n'attendent rien de bon (le M.F.A. recommande d'ailleurs l'abstention). Les leaders du mouvement ouvrier s'engagent en contrepartie à ne pas remettre en cause le rôle hégémonique des forces armées. Comme tous les compromis, ceux-ci sont provisoires. Ils « photographient » un rapport des forces qui est évidemment appelé à évoluer. Mais dans quel sens ?

4. C'est ici qu'intervient le projet du Parti communiste. De même que leurs camarades égyptiens avaient espéré tirer parti du nassérisme en lui apportant leur soutien inconditionnel, de même Cunhal et la direction du P.C.P. ont cru pouvoir utiliser le M.F.A. en l'appuyant et en le confortant en toutes occasions. Leur raisonnement ne manquait pas de cohérence. Ne croyant pas à la possibilité d'établir une démocratie parlementaire au Portugal (et ne souhaitant d'ailleurs pas le faire), ils estimaient que le choix était entre une sorte de « péronisme » portugais (dont la variante la plus plausible était à leurs yeux une variante de droite néofasciste) et l'établissement d'un régime qui ne copierait sans doute pas servilement les régimes de l'Est européen, mais qui s'en inspirerait /largement. C'est le sens qu'ils donnaient au dilemme « contre-révolution ou révolution ». Ils savaient que sur le moyen terme le populisme totalitaire ne représenterait qu'une « transition » et ils espéraient que, pour une fois, la transition se ferait en faveur de la « démocratie populaire ».

Cette stratégie était, nous l'avons dit, cohérente mais Il faut ajouter qu'elle était folle. Elle ne tenait compte ni des réalités populaires portugaises, ni de l'environnement international, ni de la nature du populisme militaire. La greffe communiste a provoqué un phénomène de rejet au sein de la nation comme au sein de l'armée. La stratégie de Cunhal a abouti à l'échec. Pour nous, de toute manière, la conception du Parti d'avant-garde ne peut prévaloir en aucun cas sur la Conception unitaire.

5. Le succès de l'entreprise du P.C. impliquait la neutralisation du Parti socialiste en plein essor, l'impossibilité pour lui de faire reconnaître l'importance du secteur qu'il représentait effectivement, à la limite l'impossibilité de s'expliquer. A partir du moment où le P.C. choisissait la conquête par en haut de l'appareil d'État au lieu de la montée au Pouvoir des forces populaires unies, le PS devenait pour lui « ennemi principal ». Le PS ne pouvait que s'opposer à la tentation de monopolisation du Pouvoir par une alliance P.C.-M.F.A. Agir autrement aurait été pour lui une attitude suicidaire. En acceptant de servir de caution à une politique qui rappelait les opérations stalinienne des années 48-50, Mario Soares serait apparu comme un Berlinguer portugais: il aurait perdu d'un seul coup l'audience que son parti a su gagner dans les masses populaires. Ce qui aurait donné à la droite (civile et militaire) un rapport de forces et ouvert la voie à toutes les aventures. L'appui des masses populaires (à travers notamment les manifestations de rues) a permis au PS de résister avec succès.

Et c'est la principale raison que le PS français a de défendre le PS portugais: non parce qu'il adhère en gros ou en détail à toute son action, mais essentiellement parce que la mise à l'écart ou l'annulation d'un parti socialiste puissant et dynamique, doté depuis le début d'un programme socialiste, signifierait que la révolution portugaise tourne le dos au socialisme démocratique.

Mais il ne suffit pas de s'opposer à une stratégie: il faut en définir une autre. Le PS a refusé celle qui l'aurait conduit à demander le retrait des militaires et la constitution d'un gouvernement civil. L'exigence aurait été juste sur le plan des principes mais absurde compte tenu de la situation réelle au Portugal et des chances d'y faire avancer le processus révolutionnaire.

Il s'agissait donc de proposer à un M.F.A. qui allait se diviser un programme susceptible d'entraîner l'adhésion d'une fraction importante de l'armée.

6. C'était là une tâche très difficile et pour laquelle le P.S.P. était insuffisamment préparé. La base du programme existait bien mais ses implications pratiques demeuraient incertaines. Le socialisme autogestionnaire auquel on se référait était surtout défini par une double négation: ni le modèle russe, ni le modèle suédois. On ne saisissait pas le lien entre les conseils d'entreprises, les comités d'habitants et les assemblées de la démocratie représentative.

C'est pourquoi après avoir soutenu sans ambiguïté le PS portugais dans son combat contre l'instauration progressive d'une dictature militaire stalinienne, le PS français approuve sa décision de participer à un gouvernement de coalition dont le P.C. fera partie. Les communistes portugais ont été contraints à la retraite. Il faut aujourd'hui tenter de reconstituer une alliance qui n'aurait jamais dû être rompue. Il n'est pas sûr que le gouvernement de coalition arrive à faire face aux terribles problèmes que doit résoudre le Portugal sous peine de connaître dans huit à dix mois un véritable effondrement économique mais il faut tout mettre en œuvre pour qu'il le puisse. Car si le regroupement des forces démocratiques échoue, il n'y aura plus de choix qu'entre une classique dictature de droite et une dictature de "gauche" qui ne sera sûrement pas celle des gauchistes et encore moins celle des communistes mais qui trouvera de la compréhension aux États-Unis comme dans certaines capitales européennes.

7. La réussite de la coalition ne dépend pas seulement de la mise en œuvre d'une politique économique rigoureuse, contrastant avec le laxisme et l'incompétence dont le gouvernement de Vasco Gonçalves n'a cessé de faire preuve. Elle dépend aussi de la consolidation des conquêtes révolutionnaires. Il s'agit pour l'essentiel de la nationalisation des banques et de la grande industrie, de la mise en pratique de la transformation des structures agraires dans le sud du pays et de l'apparition d'un réseau de comités et de conseils dans les entreprises et dans les quartiers, du suffrage universel, de syndicats indépendants, de municipalités librement élues, liberté d'expression des différents courants politiques, personne ne s'étant jusqu'à présent trouvé en mesure de fournir une réponse politique claire aux différentes manifestations de la "démocratie de base". On ne peut en effet considérer comme une réponse politique le comportement des organisations gauchistes pour qui comités et conseils ont constitué avant tout un terrain d'agitation et de manipulation. On ne peut d'autre part que dénoncer le projet présenté à l'une des assemblées du M.F.A. et qui tendait à remplacer l'assemblée élue au suffrage universel par une réunion de délégués des comités de base. Cette prétendue démocratie directe n'aurait été que le camouflage de la dictature de "gauche" dont rêvaient certains officiers.

Le problème était et est encore d'établir un lien entre groupes de base, assemblées intermédiaires et Assemblée nationale. Cela implique à la fois une décentralisation réelle des pouvoirs (y compris au niveau de l'atelier et du quartier) et une extension à tous les échelons du suffrage universel et du vote secret.

Pour autant se refuser à définir l'articulation qui doit exister entre les différents niveaux de la démocratie (en s'en tenant aux niveaux traditionnels: municipalités, Assemblée nationale, gouvernement central) reviendrait à renoncer au projet autogestionnaire, c'est-à-dire au projet neuf et original que les socialistes portugais ont fait leur et qui peut, seul, assurer l'avenir de la révolution portugaise.

Le Portugal n'est ni la France, ni l'Italie, ni l'Espagne. Mais si les événements du Portugal tiennent une telle place depuis le printemps dans la vie des formations politiques de gauche du sud-européen, c'est parce que le débat

qui se livre actuellement, aussi grave à sa façon que celui du Printemps de Prague, et symétrique, intéresse spécialement tous les partis, qu'ils soient communistes en voie de déstalinisation ou socialistes en voie de rénovation, qui luttent pour un gouvernement pluraliste de gauche dans leur pays et se sont engagés sur le chemin du dépassement de la social-démocratie et du stalinisme.

S'il est vrai que la révolution portugaise présente des caractères propres, on ne peut oublier que ceux-ci s'appliquent en conformité avec des principes généraux, qui, eux, sont valables en toutes circonstances.

Ainsi, la conception du parti d'avant-garde ne peut, à notre avis, prévaloir en aucun cas sur la conception unitaire. Ainsi tout engagement réciproque entre partis démocratiques est subordonné au principe fondamental du respect de la volonté démocratique exprimée par le suffrage universel

### Communiqué du 06/12/1975 sur l'Espagne

L'évolution de la situation en Espagne, après l'intronisation du successeur de Franco confirme en tout point l'analyse du "Parti socialiste quant il estimait qu'aucun changement démocratique n'était possible dans le cadre des institutions que la dictature a imposées au pays. La solidarité des États européens et aussi de celles des organisations politiques et syndicales démocratiques doit se manifester à l'égard de l'opposition espagnole engagée dans le combat pour la démocratie.

Le franquisme continue. Une preuve supplémentaire en a été apportée par le maintien d'Arias Navarro dans ses fonctions et pour une nouvelle vague de répression.

Le Parti socialiste pour sa part multipliera les manifestations de solidarité avec les démocrates espagnols et singulièrement le PSOE auquel il réaffirme sa solidarité. Il se réjouit des progrès réalisés dans le sens de l'unité de l'opposition par le rapprochement entre la plate-forme nationale de convergence démocratique et la junte démocratique. Des initiatives sont en cours pour favoriser le jumelage de fédérations des deux Partis.

Enfin, François : Mitterrand conduira en janvier à Madrid, une mission de l'internationale socialiste.

### Communiqué du 06/01/1976 sur la CEE

Manque

### Communiqué du 31/01/1976 sur l'Europe

Le Comité directeur du Parti socialiste rappelle que son programme adopté à Suresnes en mars 1972, ainsi que la résolution finale de son Congrès de Bagnolet en décembre 1973 ont affirmé la position favorable des socialistes à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Il estime nécessaire d'établir par le suffrage universel un contrôle populaire des institutions européennes, respectant le droit des citoyens à une représentation équitable qui ne peut être à son sens que proportionnelle, et donnant un nouvel élan aux luttes contre le grand capital pour l'Europe des travailleurs. Il met en garde le président de la République et le gouvernement contre toute tentative de manipulation de l'opinion française à l'occasion d'une décision dont le seul objet est l'application stricte de l'article 138 du traité de Rome.

Il appellerait, le cas échéant, les Françaises et les Français à refuser de cautionner toute manœuvre du pouvoir. Adopté à la majorité, les représentants du courant Il notant contre ; pour : 96, contre : 35).

### Communiqué du 31/01/1976 sur le Portugal

En donnant une large majorité aux partis de Gauche, les élections du 25 avril 1975 avaient démontré la volonté du peuple portugais de s'orienter vers le socialisme. De même, en apportant un appui massif aux candidats du P.S.P., affirmait-il son désir de bâtir une société fondée sur le pluralisme et le respect des libertés publiques. Pour avoir refusé de tenir compte de cette double exigence populaire, le P.C.P. et la fraction qui dominait le M.F.A. ont pris la responsabilité de la crise qui a secoué le pays pendant l'été et l'automne de 1975, et l'a mis au bord de la guerre civile.

Toutes les conditions étaient en effet réunies pour l'instauration d'une dictature : désorganisation totale de l'économie et des finances, services et sécurité publics inexistantes, confusion généralisée au sein de l'armée, création de milices de toutes sortes, attentats multiples, arrivée de 300 000 réfugiés de l'Angola, etc. La Droite a ainsi relevé la tête et tenté de regagner le terrain perdu.

L'échec de la tentative de putsch du 25 novembre, déclenchée par des unités contrôlées par l'extrême Gauche et les responsables de l'ancienne 5e division, amis un terme à l'une des menaces qui pesaient sur l'évolution démocratique du Portugal.

Dans une situation aggravée par les difficultés économiques, les problèmes les plus urgents sont, comme l'a souligné le P.S.P., ceux que posent la consolidation des conquêtes révolutionnaires\* (nationalisations, réforme agraire, élections libres).

Ces objectifs ne pourront être atteints sans une lutte contre les courants réactionnaires dont le P.P.D. tend de plus en plus à être le porte-parole, et sans une entente entre les différentes forces populaires nécessaire à la consolidation des conquêtes de la Révolution.

Dans cet esprit, le Parti socialiste :

- réaffirme sa solidarité avec le P.S.P. qui demeure le principal rempart pour la défense des acquis de la Révolution et le meilleur artisan de la construction d'une société socialiste pluraliste et autogestionnaire, comme le montre le rôle qu'il joue pour réaliser la réforme agraire depuis le 25 novembre.

- s'inquiète de la simultanéité des libérations sans jugement des ministres de l'Intérieur de Salazar et de la multiplication des arrestations de militaires de Gauche. Il demande au Parti socialiste portugais d'intervenir auprès du Conseil de la Révolution pour éviter toute procédure arbitraire qui ferait le jeu de la Droite portugaise.

- dénonce l'attitude du gouvernement français qui seul des gouvernements démocratiques d'Europe occidentale, refuse d'accorder l'aide économique dont le Portugal a besoin et qui, de plus, accorde asile et protection aux éléments les plus réactionnaires de la Droite portugaise, et ce en pleine contradiction avec les vœux du peuple français.

- appuie toutes les initiatives susceptibles de favoriser le regroupement de la Gauche portugaise et particulièrement la proposition de Mario Soares de Conférence des PS Et des P.C. Du Portugal, d'Espagne, d'Italie et de France.

Adopté (à la majorité, les représentants du courant II votant contre).

### Communiqué du 31/01/1976 sur le Liban

Un nouveau cessez-le-feu vient d'intervenir au Liban, qui semble cette fois devoir être respecté par les uns et les autres. Il faut se féliciter qu'il ait été l'œuvre de toutes les parties directement intéressées et qu'il n'ait pas été imposé de l'extérieur par les grandes puissances.

Pour sa part, le Parti socialiste ne peut que souhaiter vivement cette réconciliation. Le Parti socialiste constate que le conflit, au travers de ses horreurs, a révélé progressivement une certaine prise de conscience politique des forces progressistes libanaises.

Il apprécie l'importance de cette évolution et estime que ce fait nouveau doit servir les véritables intérêts du Liban.

(Adopté à l'unanimité)

### Communiqué du 03/04/1976 sur l'Argentine

Le Parti socialiste a déjà dénoncé, avec l'ensemble des formations de Gauche, le coup d'État militaire perpétré en Argentine.

- la décomposition des organismes de l'État et de l'appareil officiel justicialiste;

- Le climat de terreur qui se développait dans le pays;

- par une situation économique catastrophique (4 75 % de taux d'inflation).

Or, il est aujourd'hui évident que l'essentiel de la répression frappe les militants démocrates et syndicalistes authentiques. Le droit de grève est suspendu. Les partis et les organisations syndicales sont mis en sommeil. Les élections générales, prévues en décembre et qui auraient permis une issue démocratique à la crise, sont supprimées.

Le terrorisme est largement le fait d'éléments de la police groupés dans l'Action anticommuniste argentine (A.A.A.) et il était jusqu'ici toléré non seulement par le gouvernement, mais aussi par l'état-major. Celui-ci disposait avant le 24 mars de tous les moyens légaux pour le combattre.

Sur le plan économique, les militaires argentins affirment vouloir recourir, pour redresser la situation, à une politique ultra-libérale (inspirée par l'école de Chicago). L'exemple chilien a montré clairement qu'une telle politique aggravait dramatiquement le sort des masses de la population sans résoudre pour autant les grands problèmes économiques (inflation, chômage, endettement, déficit extérieur).

Le Parti socialiste estime que la prise du pouvoir par l'état-major argentin est un coup de force dirigé moins contre le pouvoir corrompu que contre la démocratie et le progrès en Argentine.

Les régimes en vigueur au Brésil ou au Chili celui qu'on tente d'instaurer aujourd'hui en Argentine, ne peuvent résoudre les problèmes fondamentaux des peuples latino-américains. Malgré la répression qu'ils utilisent, ils restent donc précaires. Le Parti socialiste fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider les forces populaires argentines dans leur lutte pour le rétablissement de la démocratie  
Adopté à l'unanimité.

### Communiqué du 12/06/1976 sur l'Amérique latine

L'évolution de la situation en Argentine après le coup d'État du 24 mars ne fait que confirmer, en l'aggravant l'extrême inquiétude manifestée par le texte du Comité directeur du 4 avril 1976. Avec des adaptations et des variantes suivant les pays, la ligne politique et la stratégie adoptées par les militaires brésiliens après leur prise du pouvoir en 1964 s'étendent aujourd'hui à l'Uruguay, au Chili et en Argentine. La soumission à Brasilia des dictatures sévissant au Paraguay et en Bolivie donne une nouvelle dimension à cette immense prison qu'est devenu le cône sud de l'Amérique australe.

L'Amérique latine a connu bien des tyrans sanguinaires tels Diaz, Gomez, Machado, etc. Ils n'étaient guidés par aucune idéologie précise et aucun lien particulier n'unissait les dictatures entre elles. Dans le cône sud au contraire une théorisation de la "nouvelle démocratie" comme l'appelle Pinochet, se dessine à partir d'éléments de la que Goberry de Couto e Silva avait donné comme fondement au régime brésilien. Il y a en plus unité géographique, ce qui peut permettre aux dictatures de se renforcer mutuellement.

Les gouvernements démocratiques d'Europe occidentale ne peuvent continuer d'affecter l'indifférence à l'égard des nations latines d'Amérique où se développe une telle situation. Ils doivent manifester leur inquiétude et leur réprobation de la manière la plus efficace et la moins équivoque qui soit. Il est indispensable de faire pression sur les États-Unis pour qu'ils révisent leur politique d'appui aux régimes totalitaires du Sud, appui qui vient encore de se manifester par la réunion de l'O.E.A. à Santiago.

Le Parti socialiste pour sa part, saisit les Partis membres et le Bureau de l'Internationale de ces problèmes en vue d'une démarche commune auprès des gouvernements concernés et de l'organisation des Nations unies.

(Adopté à l'unanimité.)

### Communiqué du 12/06/1976 sur le Liban

La crise libanaise dure depuis plus d'un an. Ce drame a son origine essentielle dans le fait que le régime politique de ce pays était devenu de plus en plus fragile. La discrimination institutionnelle établie entre les communautés depuis 1943 et la montée des revendications musulmanes pour un nouveau partage du pouvoir, la présence d'une communauté palestinienne très active et influente sur la vie politique nationale, le poids sur toutes les communautés des inégalités sociales et régionales, aiguës dans la dernière période par les conséquences sur le Liban de la crise mondiale, les répercussions du conflit du Moyen-Orient sur le territoire et les populations du Sud-Liban, ont constitué un ensemble de problèmes face auquel les autorités politiques libanaises se sont finalement révélées impuissantes.

1976 a été le fruit de son action, même s'il a été accepté par les différentes parties libanaises. Mais rien n'a été réglé et la Syrie a alors accentué sa pression politique et militaire.

Le 31 mai 1976, cette pression a changé de nature avec l'envoi de forces régulières sur le territoire libanais et le déclenchement de véritables opérations militaires de bombardements à l'encontre des forces progressistes et palestiniennes.

Dans ce nouveau contexte, le Parti socialiste réaffirme son attachement au respect absolu de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'État libanais. Le Parti socialiste, qui a condamné la proposition d'intervention au Liban de troupes françaises faite par le président M. Giscard d'Estaing, pense que l'emploi de la force armée et de la pression militaire directe fait obstacle à la solution des problèmes du Liban. Les armes doivent se taire et céder la place à la discussion politique. Des initiatives diplomatiques extérieures, régionales ou venant des instances de sécurité collective, peuvent sans doute faciliter le règlement du conflit, dès lors qu'elles résultent d'une volonté expresse de l'ensemble des forces politiques libanaises. Aucun État, quel qu'il soit, ne peut s'ériger en tuteur du Liban.

Toute solution réelle de ce drame passe d'abord par la négociation politique, entre l'ensemble des Parties directement intéressées. C'est pourquoi le PS a estimé positive la proposition de table ronde préconisée par le nouveau président E. Sarkis, ainsi que les premiers résultats des conversations amorcées depuis peu entre les principaux représentants des communautés libanaises.

L'intérêt véritable du Liban est de trouver en lui-même la force et la volonté de régler ses propres problèmes.

(A l'unanimité moins trois abstentions.)

### Communiqué du 11/09/1976 sur le Chili

Abbas KHALAF, Vice-Président du PARTI SOCIALISTE LIBANAIS, a été reçu au siège du PARTI Réuni le 11 septembre, trois ans jour pour jour après le coup d'État militaire au Chili et l'assassinat de son président, Salvador Allende, le Comité directeur du Parti socialiste tient à saluer tous ceux qui, à l'intérieur de ce pays ou ailleurs, combattent sans relâche la dictature de Pinochet, comme tous ceux qui souffrent dans tous les camps, les prisons, les centres de torture de la gestapo chilienne, la Dina.  
Adopté à l'unanimité.

### Communiqué du 16/03/1977 sur le Liban

Le Parti socialiste apprend avec une vive émotion l'assassinat de Kamal Joumlat dans une embuscade, près de Beyrouth. Les informations dont nous disposons ne permettent pas de savoir qui sont les responsables de ce crime. Le Parti socialiste stigmatise cette nouvelle irruption de violence qui frappe cette fois l'homme qui incarnait les forces progressistes au Liban en même temps qu'une des communautés historiques du pays. Le PS s'incline devant la mémoire d'un homme et d'un dirigeant avec lequel il avait noué, au cœur même de la crise libanaise, des liens fraternels.

### Communiqué du 11/01/1978 sur l'URSS

Le Parti Socialiste, réuni en Comité Directeur le 8 Juillet 1978, à Paris, exprime son inquiétude devant l'ouverture précipitée du procès d'Anatole CHARANTSKI, sans que celui-ci ait pu sérieusement faire valoir ses droits à une défense effective.

Le Comité Directeur considère que CHARANTSKI ne saurait être condamné pour avoir excipé des droits que reconnaissent formellement à leurs citoyens les Pays signataires de l'acte final d'Helsinki.

Le Parti Socialiste exprime son inquiétude anticipée sur l'éventualité d'une condamnation qui contredirait ces principes.

Il renouvelle l'espoir exprimé dans une démarche récente de son Premier Secrétaire, que les Autorités soviétiques autoriseront Anatole CHARANTSKI à rejoindre sa famille en Israël.

Il soutiendra tous les efforts, individuels et collectifs, qui iront dans ce sens, et participera à ce titre à la manifestation du Mardi 11 Juillet en faveur de CHARANTSKI, Maria SLEPAK et GUINZBOURG.

Adopté à l'unanimité.

### Communiqué du 08/07/1978 sur la CEE

DÉCLARATION POLITIQUE PROPOSEE PAR LES DIRIGEANTS DES PARTIS SOCIALISTES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, REUNIS A BRUXELLES LES 23 et 24 JUIN adoptée intégralement conjointement à la déclaration propre à notre Parti dans un vote contradictoire à un texte du courant II (Pour : 71 voix - contre : 28)

### Communiqué du 08/07/1978 sur la CEE

La crise du système capitaliste saisit les pays européens à la gorge. S'ils n'y prennent garde, ils verront leur puissance économique diminuer, le déficit extérieur s'accroître, le chômage déjà insupportable augmenter encore. Et bien entendu, les travailleurs européens seront les principales victimes de cette situation. Dès lors, la question posée est claire. Les pays européens auront-ils le sursaut nécessaire pour résister aux pressions américaines et pour proposer une organisation mondiale plus équitable et plus efficace, où les pays pauvres auraient leur place et pourraient enfin se développer, selon propres finalités et en toute indépendance, grâce à un effort de solidarité des pays développés.

Telle est la volonté exprimée par le Parti Socialiste et tel est le sens de son combat pour une Europe socialiste, affirmant son indépendance, se donnant les moyens de cette indépendance par la maîtrise du progrès scientifique et le renforcement de son industrie, élaborant un nouveau modèle de croissance seul susceptible de réaliser le plein emploi, travaillant au service du désarmement, de la détente et de la paix.

Certes, les socialistes français ne nourrissent, à cet égard, aucune illusion. Ils condamnent la politique d'austérité à sens unique du Gouvernement Barre comme ils récuse les orientations actuelles de la Communauté Economique Européenne ; une communauté qui a plus œuvré pour le libre échange que pour les politiques communes, notamment en matière régionale et sociale ; une communauté qui n'a su dominer ni les grandes sociétés multinationales, ni les désordres du capitalisme ; une Communauté qui de s'est pas réellement ouverte aux travailleurs et à leurs organisations syndicales.

Cette évolution critiquable, les socialistes français entendent l'inverser, notamment par la maîtrise de l'économie, par la planification et le contrôle des Multinationales, par l'organisation de marchés per produits au niveau de la politique agricole commune, par une politique d'ensemble de l'emploi et du travail à la dimension des problèmes actuels du chômage, par l'accès des travailleurs au contrôle du pouvoir économique. Telles sont d'ailleurs les grandes orientations offertes dans la déclaration commune publiée le 24 Juin à BRUXELLES par les partis socialistes des pays à la CEE

En agissant ainsi, Parti Socialiste n'ignore pas que l'essentiel de la bataille pour le socialisme, se joue encore à l'échelon des nations. C'est pourquoi, conformément à son programme, il entend, dans son action politique quotidienne, comme lors de toute consultation électorale, dénoncer la politique économique et sociale du Gouvernement qui conduit tout droit à la stagnation, à l'inflation au chômage et à la perte d'influence politique, économique et culturelle de la France dans le monde.

L'Europe n'est pas une panacée, mais elle peut devenir le lieu d'une action coordonnée, et par là même, plus efficace pour sortir de la crise, rétablir des règles acceptables pour le système monétaire mondial et pour les échanges économiques, tisser des liens de coopération libre, franche et équitable avec les pays en voie de développement, dans la voie tracée par les accords de Lomé.

L'Europe peut offrir aux pays de l'Europe du Sud un point d'appui pour la consolidation et l'approfondissement de ces jeunes démocraties. Elle doit cependant prendre toutes les précautions et tous les délais nécessaires pour que l'entrée de ces trois pays dans la Communauté tienne compte des intérêts légitimes de toutes les parties en cause. Car le Parti Socialiste ne saurait admettre que l'élargissement aggrave les difficultés économiques de certaines régions et de certaines productions françaises.

Enfin, l'Europe peut contribuer à un meilleur équilibre mondial, en luttant contre toutes les hégémonies, en faisant prévaloir les droits de l'homme, en étant une force de proposition pour réduire les risques de conflits militaires et les dangers de la prolifération nucléaire.

Ainsi, en menant la bataille pour une grande victoire des socialistes aux élections européennes, le Parti Socialiste demeure fidèle à la fois à sa grande tradition internationaliste et à la vision du socialisme à construire, de la démocratie à perfectionner sans cesse.

POUR : 71

CONTRE : 28

## Communiqué du 08/07/1978 sur l'Europe du Sud

Le Parti socialiste et l'élargissement de la CEE

Pour autant, les socialistes ne méconnaissent pas les difficultés que soulève un tel élargissement. Pour la Communauté dans son ensemble, c'est à la fois un nouvel accroissement des disparités structurelles et un risque important de paralysie institutionnelle. Pour notre pays, c'est un problème de concurrence, pour certains produits industriels et surtout pour les principaux produits agricoles méditerranéens.

Ces dernières perspectives suscitent chez les travailleurs et dans les milieux professionnels concernés des inquiétudes justifiées qui sont partagées par les socialistes, et auxquelles il importe de donner réponse par des mesures appropriées.

Ces mesures supposent d'abord l'étude détaillée des conséquences possibles de l'élargissement sur les intérêts légitimes de nos concitoyens. Elles doivent comporter un renforcement des instruments et des moyens de la politique régionale en France, mais aussi au niveau de la CEE où les ressources du Fonds Européen de Développement Régional et celles du Fonds sociale Européen doivent être considérablement augmentées. Elles impliquent une refonte radicale de la Politique Agricole Commune : cette refonte doit aller dans le sens d'une véritable organisation des marchés pour les produits méditerranéens ; elle doit permettre des interventions structurelles accrues, favorisant évolution et modernisation tout en garantissant les revenus et les conditions de vie et de travail.

L'élargissement de la Communauté implique donc une transition par étapes. Dès la signature de l'accord les concernant, la Grèce, le Portugal et l'Espagne devront bénéficier de l'intégralité des droits politiques que comporte l'adhésion.

En revanche, l'intégration économique ne se conçoit que sur une longue période : les différences de structures et la nature des produits en cause rendent nécessaires des modalités de mise en œuvre et un échéancier appropriés, afin de respecter tous les intérêts légitimes.

En tout état de cause, les conditions de l'admission des trois pays et les adaptations des traités communautaires que celle-ci entraîne font l'objet d'un accord entre les Etats membres et l'Etat demandeur. Cet accord est soumis à la ratification des Etats membres, en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives.

Le Parti Socialiste considère qu'il appartiendra aux autorités politiques de notre pays de s'assurer ensuite, à chaque étape, en étroite concertation avec les représentants des travailleurs et des citoyens concernés, que les conditions de passage à une nouvelle étape soient bien réunies.

Les garanties nécessaires ainsi rappelées conditionnent l'acceptation par le Parti Socialiste du processus d'élargissement.

Le problème de l'élargissement soulève par lui-même trop de difficultés pour que la communauté se permette d'élaborer des solutions artificielles et volontaristes. Les objectifs ont des fondements économiques et des bases politiques qui révèlent une certaine fragilité : pour autant, les avantages politiques d'un rééquilibrage vers le Sud ne sauraient être sous-estimés. Ces pays ont joué un rôle considérable dans les déplacements de main-d'œuvre nécessaire aux économies de la Communauté. L'Europe libre-échangiste basée sur la circulation de la force de travail, des capitaux et des marchandises a fait la preuve de ses insuffisances. Le choix reste à faire entre deux conceptions de l'Europe : association égoïste de pays riches, ou communauté démocratique solidaire.

Parce qu'il y va d'abord du sort de la démocratie en Europe du sud et parce qu'il est solidaire du long combat des peuples espagnols, grecs et portugais contre le fascisme le Parti Socialiste, qui entend consolider des acquis encore fragiles, a donné son accord à l'ouverture des négociations sur l'élargissement de la CEE

A cet égard Monsieur Giscard d'Estaing, lors de son voyage à Madrid, a pris des engagements hâtifs, sans consultation du Parlement.

Le Parti Socialiste mesure les dangers que l'adhésion éventuelle de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce présentent pour notre économie, et notamment pour l'ensemble de l'agriculture méridionale.

Il réserve son accord définitif à l'adhésion de ces pays à la communauté, à l'adoption des politiques de protection des producteurs français, des modalités d'application, et d'un échéancier de périodes transitoires, qui sont un préalable à la signature des traités d'adhésion.

Le Comité Directeur mandate le Bureau Exécutif pour adopter d'ici la fin du mois de Juillet, après consultation des Fédérations méridionales, un document précisant les conditions qui devront impérativement être remplies avant que ne s'engage tout processus juridique d'adhésion de nouveaux pays à la CEE.

### Communiqué du 08/07/1978 sur l'URSS

Procès d'Anatole CHARANTSKI ; adopté à l'unanimité

Le Comité Directeur considère que CHARANTSKI ne saurait être condamné pour avoir excipé des droits que reconnaissent formellement à leurs citoyens les Pays signataires de l'acte final d'Helsinki.

Le Parti Socialiste exprime son inquiétude anticipée sur l'éventualité d'une condamnation qui contredirait ces principes.

Il renouvelle l'espoir exprimé dans une démarche récente de son Premier Secrétaire, que les Autorités soviétiques autoriseront Anatole CHARANTSKI à rejoindre sa famille en Israël.

Il soutiendra tous les efforts, individuels et collectifs, qui iront dans ce sens, et participera à ce titre à la manifestation du Mardi 11 Juillet en faveur de CHARANTSKI, Maria SLEPAK et GUINZBOURG.

### Communiqué du 08/07/1978 sur la CEE

Sommes-nous toujours d'accord sur la dimension internationale du socialisme ? Dans l'immédiat cette question s'applique aux décisions à prendre sur l'Europe. Mais si le Parti a déjà fait choix de participer pleinement aux institutions de la Communauté, il convient d'en préciser les conditions : tout le Traité de Rome et rien que le traité. De même, pour ce qui concerne son élargissement, il est bon de rappeler que l'approbation donnée à l'adhésion politique de trois États demandeurs ne peut se passer de strictes garanties économiques et techniques, ni d'un échéancier précis afin de préserver les intérêts de notre pays et des populations exposées à la libération des échanges. Je n'insisterai pas sur notre volonté de bâtir l'Europe des travailleurs aux lieux et place de l'Europe du capital et d'assurer son indépendance face à l'impérialisme. C'est autour de ces lignes d'action, Chers Camarades, que doit se raffermir l'unité du Parti. Je vous le dis non pour peser sur vos décisions, mais pour remplir le rôle qui est le mien, qui ne saurait s'accommoder de compromis sur les principes. Un accord doit être recherché, accord sans exclusive, accord dans la clarté.

### Communiqué du 16/09/1978 sur l'Iran

Le Parti Socialiste réaffirme son ferme soutien à la lutte du peuple iranien pour la démocratie, la liberté et la justice. La loi martiale en Iran ne peut masquer la volonté de tout un peuple de mettre fin à une dictature sanguinaire.

Le Comité Directeur regrette que le Groupe des Partis Socialistes et Sociaux-démocrates à l'Assemblée Européenne n'ait pas retenu la proposition présentée par tous les Parlementaires socialistes français avec certains de leurs camarades européens, et tendant à débattre d'urgence de la violation des droits de l'homme en Iran.

Il s'élève contre l'interprétation calomnieuse faite dans le journal « l'Humanité » du déroulement des débats au sein de l'Assemblée Européenne.

Les Parlementaires socialistes français, qui ont toujours défendu à l'Assemblée Européenne les positions de leur Parti déposeront une question orale reprenant leur précédente proposition de résolution sur la situation en Iran, afin de provoquer un débat lors de la prochaine session.

Le Parti Socialiste confirme la volonté de rassembler contre la pression en Iran l'opposition la plus large possible.  
NB : adopté à l'unanimité moins 4 abstentions

### Communiqué du 21/10/1978 sur l'Europe

Le Parti socialiste se propose d'utiliser l'audience dont il dispose auprès des autres formations politiques européennes, notamment auprès des partis socialistes et sociaux-démocrates, membres de l'internationale socialiste, pour contribuer à la construction de l'Europe des travailleurs. Les élus du Parti socialiste à la prochaine Assemblée européenne s'associeront, comme dans le passé, aux élus des autres partis de la CEE, membres de l'Internationale socialiste, pour former un groupe socialiste européen. Les élus du Parti socialiste défendront au sein de ce groupe les propositions contenues dans le "Manifeste socialiste pour l'élection européenne", en faisant en sorte que se dégage autant que possible sur les différents problèmes une position commune du groupe. Si les députés socialistes français sont évidemment soumis à la discipline du parti dont ils sont les représentants à l'Assemblée européenne, l'organisation du groupe socialiste européen continuera, bien entendu, de ne comporter aucune obligation de discipline de vote et, en cas de désaccord, les divers points de vue pourront, comme c'est le cas aujourd'hui, être publiquement exprimés. (Adopté à l'unanimité.)

### Communiqué du 21/10/1978 sur l'Europe

Rapport de la commission politique étrangère

La commission n'ayant pu parvenir à une synthèse sur le Manifeste européen, les rapporteurs de chaque texte proposé sont entendus. Après débat, l'amendement proposé par le courant II et présenté par D. Motchane est repoussé à la majorité. Pierre Bérégovoy propose un amendement qui est adopté à la majorité.

Le texte rapporté par G. Fuchs, ainsi amendé est donc définitivement adopté à la majorité; (le courant II maintenant son propre texte). Le texte complet de ce Manifeste fera l'objet d'une publication séparée, dans une brochure qui sera éditée à l'occasion de la campagne européenne.

Jean-Pierre Cot présente à son tour un projet de texte issu de la Commission, concernant le rôle des futurs élus socialistes français au Parlement européen. Ce texte est adopté à l'unanimité.

Gérard Jaquet, annonce la démission de Jean-Louis Chartier (appartenant au courant II) et informe le Comité directeur qu'il sera remplacé par Annette Chepy (titulaire) et Louis Le Guerin (suppléant).

### Communiqué du 06/01/1978 sur l'Iran

Depuis des mois, le Parti Socialiste affirme nomment par les déclarations de son Comité Directeur et de son groupe parlementaire, son soutien résolu à la lutte du peuple iranien pour la démocratie et les libertés. Il a dans cette action, noué des liens très importants pour l'avenir avec l'opposition iranienne et en particulier avec le Front National de Karim SANDJABI.

Aujourd'hui, face au mouvement populaire, le pouvoir en Iran apparaît totalement isolé, ne reposant plus que sur ses appuis internationaux et la répression brutale des Forces armées.

Le Comité Directeur du Parti Socialiste appelle ses militants et l'opinion publique à se mobiliser pour exiger que cessent les massacres et que soit enfin reconnue la volonté du peuple iranien de se doter d'institutions démocratiques.

Le Parti Socialiste décide de tenir à Paris un meeting public de soutien au combat du peuple iranien.

## Communiqué du 08/07/1979 sur la CEE

La déclaration de Bruxelles

En vue des élections européennes de juin 1979, les dirigeants des partis socialistes de la Communauté européenne, réunis à Bruxelles les 23 et 24 juin, ont proposé la déclaration politique suivante également adoptée par le Comité directeur du 8 juillet.

Nous, partis socialistes de la Communauté européenne, nous nous engageons à poursuivre nos objectifs communs de liberté, de progrès économique harmonieux, de justice sociale et d'égalité.

2. Nos partis sont les héritiers d'expériences historiques différentes. Ils sont à l'œuvre dans des pays où le niveau de développement économique, l'intensité des luttes sociales, les traditions culturelles et la prise de conscience des problèmes de notre société, ainsi que le jeu des alliances de politique intérieure sont profondément différents, mais ils partagent l'objectif commun de créer une Europe plus humaine et plus égalitaire pour tous ses citoyens, dans le cadre d'un nouvel ordre international fondé sur ces principes socialistes et démocratiques.

3. Le rapprochement plus étroit en Europe est compatible avec le respect de nos individualités.

4. Partout en Europe, ce sont les socialistes qui - au service de l'homme et dans son intérêt - luttent pour faire disparaître les injustices et les inégalités et pour assurer ainsi un développement harmonieux de la société.

5. Dans toute la Communauté européenne, l'objectif principal des socialistes est la libération de l'homme de toute forme de dépendance, d'exploitation et de besoin, et son accession à plus de droit et de pouvoir. Pour atteindre cet objectif, nous devons transformer les structures économiques et sociales de nos pays. Nous sommes conscients que, si chaque pays peut par lui-même apporter une contribution majeure, notre action commune dans un certain nombre de domaines peut en accélérer le progrès. Après trente années d'existence, la Communauté doit maintenant entrer dans une nouvelle phase qui - dans la conception et la pratique politique - ne donnerait plus la priorité à l'exigence des intérêts marchands, mais à la poursuite d'objectifs humains communs. La première étape de la vie de la Communauté n'a été marquée que par la réalisation de la libération des échanges et par des progrès insuffisants dans le domaine des équilibres sociaux et régionaux.

6. Nous sommes particulièrement préoccupés par :

- L'impuissance manifeste des structures actuelles de notre société à résoudre le grave problème du chômage ;
- L'évolution du monde vers moins d'égalité et de solidarité, ainsi que le démontre l'élargissement du fossé entre riches et pauvres, dans le monde comme au sein de la Communauté européenne ;
- La croissance non maîtrisée de la production et de la consommation, qui se poursuit aux prix de l'épuisement des ressources naturelles, de la pollution de l'environnement, de la déqualification et de l'aggravation des conditions de vie de millions de travailleurs, ce que les socialistes ne sauraient admettre.

7. Notre devoir envers les générations futures et les millions de personnes qui vivent dans une profonde misère, nous conduit à accepter d'économiser les [p3] ressources naturelles du monde et un meilleur partage des richesses tant à l'intérieur de la Communauté qu'entre celle-ci et les pays du tiers monde.

8. Notre combat pour une société dans laquelle les richesses disponibles sont équitablement réparties, implique la maîtrise et l'orientation du développement social et économique. Les instruments classiques de la politique économique se sont avérés inadéquats ; aussi une politique active de l'emploi et une planification économique sont-elles nécessaires pour réorienter la croissance vers des fins plus humaines et pour réduire le chômage. Nous visons à une plus juste répartition des emplois disponibles, à laquelle peuvent puissamment contribuer une réduction de la durée de vie consacrée au travail, une diminution du temps de travail hebdomadaire, et une politique systématique de formation professionnelle et d'éducation permanente. En ce qui concerne la politique de l'emploi, nous devons attacher une attention particulière aux groupes sociaux qui rencontrent les plus grandes difficultés sur le marché de l'emploi : les jeunes, les femmes, les travailleurs plus âgés et les travailleurs immigrés.

9. Les partis socialistes de la Communauté européenne estiment qu'une politique commune élaborée par les principales nations industrielles est le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs. Cette politique ne pourra se faire qu'en coopération étroite avec toutes les organisations syndicales et notamment avec la Confédération européenne des syndicats. Nos partis soulignent notamment le rôle croissant que doit jouer la Confédération européenne des syndicats pour la défense des intérêts moraux et matériels des travailleurs européens, comme pour le progrès social et la démocratisation de l'économie. La C.E.S. doit être plus largement associée à toutes les procédures de discussion et d'élaboration des décisions. Nos partis souhaitent d'ailleurs développer leurs politiques en étroite concertation avec les organisations syndicales et favoriser toutes les possibilités d'émancipation des travailleurs européens.

10. En plus de la réduction du chômage, l'amélioration des conditions de travail est une exigence urgente.

La troisième révolution industrielle a entraîné de grands progrès technologiques, mais aussi une concentration excessive du pouvoir économique, conduisant à des unités de production gigantesques et anonymes, devant

lesquelles l'individu, travailleur et consommateur, se sent dépersonnalisé et impuissant. La mécanisation accrue et la production de masse font que le travail ne correspond guère aux aptitudes personnelles et aux aspirations profondes des travailleurs. Cette évolution conduit à un travail de plus en plus inhumain et se traduit par l'aggravation de l'aliénation des travailleurs, un absentéisme croissant et l'inefficacité économique. De plus, petites et moyennes entreprises traditionnelles, le plus souvent placées dans l'incapacité de s'adapter à ces nouvelles exigences, sont menacées de disparition.

11. Les socialistes s'opposent à cette évolution. Ils agiront :

— Pour que les travailleurs puissent accéder à la responsabilité dans l'entreprise. Sous des formes appropriées à chaque pays, il s'agit de mettre en œuvre, en étroite concertation avec les organisations syndicales et professionnelles, la démocratisation des entreprises et de l'économie ;

— Pour qu'un contrôle démocratique des grandes concentrations de puissance industrielle et surtout des sociétés multinationales soit mis en place : respect des règles de la concurrence, surveillance des transferts de profits et de mouvements de capitaux, orientation des investissements...

— Pour que la petite et moyenne entreprise soit activement encouragée, de même que soit développé le secteur de l'économie sociale, coopérative, groupement de travailleurs associés.

12. En conséquence, les partis socialistes s'engagent à œuvrer en faveur d'une politique économique ayant pour objectifs :

— Le plein emploi ;

— La stabilité des prix ;

— Une répartition plus équitable des revenus et des patrimoines ;

— Une structure économique efficace et démocratique ;

— La démocratisation de la vie économique ;

— L'extension de la protection sociale ;

— L'amélioration des conditions de vie et de travail ;

— L'élargissement des possibilités de formation et d'éducation.

13. Le droit au travail demeure une exigence fondamentale du socialisme démocratique. Il est un des droits fondamentaux de la personne humaine. Aussi, la lutte contre le chômage et la recherche du plein emploi doivent être des tâches prioritaires pour la Communauté européenne et les États qui la composent. A cette fin, les socialistes mettent non seulement l'accent sur une politique de plein emploi, mais aussi de meilleur emploi.

14. En conséquence, les socialistes œuvreront pour une croissance qualitative et harmonieuse où, l'appel à l'innovation, les investissements et leur localisation, la création d'emplois tiendront compte des impératifs d'une vie sociale mieux équilibrée, notamment du point de vue de l'environnement.

15. Nous, socialistes, nous voulons répartir plus équitablement les revenus et les richesses. Nous constatons avec inquiétude que l'effort réalisé jusqu'à présent en faveur des régions défavorisées de la Communauté a été largement insuffisant.

16. C'est pourquoi nous revendiquons une politique régionale active et vigoureuse, afin de réduire les disparités entre les niveaux de vie des régions de la Communauté. Nous voulons, dans le même temps, une politique sociale efficace capable de supprimer les nombreuses inégalités existant entre les groupes de citoyens de nos pays.

17. Le socialisme veut promouvoir un régime d'enseignement équitable offrant à tous des chances égales et un maximum de possibilités d'épanouissement. Il réclame la mise en œuvre en Europe d'une politique permettant à chacun, sans discrimination d'origine sociale, de sexe ou d'âge, de bénéficier de possibilités d'éducation permanente à tout moment de sa vie.

18. L'épuisement des matières premières et les risques de pollution du milieu naturel sont particulièrement alarmants. Seul un effort mondial peut permettre aux pays de mettre en œuvre une politique fondée sur la préservation de l'équilibre écologique et l'économie des matières premières. Dans ce domaine, l'Europe doit jouer un rôle moteur.

19. A cet effet, un programme communautaire d'économie d'énergie est primordial, de même qu'un effort communautaire tendant à développer des sources d'énergie de substitution. Nous estimons que le développement et l'utilisation de l'énergie nucléaire ne sont acceptables que si l'appropriation et le contrôle public assurent une protection efficace contre les risques mettant en danger la sécurité et l'environnement.

20. Les socialistes se félicitent du rétablissement de la démocratie en Espagne, en Grèce et au Portugal et soutiennent fermement l'adhésion de ces pays à la Communauté. Ils estiment en effet que l'Europe démocratique a la responsabilité pressante de contribuer à la consolidation de la démocratie dans ces pays ; elle doit faire preuve de solidarité envers les travailleurs de ces pays candidats.

Nous sommes conscients que les structures économiques et sociales et la nature des produits rendent nécessaires des modalités d'application, et un échéancier de périodes transitoires appropriées afin de respecter

les intérêts légitimes de tous. L'élargissement de la Communauté doit être pour l'Europe une source de force et de dynamisme nouveau.

21. L'Europe est un facteur de paix : Pour les socialistes le progrès social fondé sur la liberté et la responsabilité à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté, n'est concevable que si la paix est maintenue. Pour apporter leur contribution à cet effort collectif, ils soutiennent la politique de détente entre l'Est et l'Ouest. Leur but est de parvenir à une situation où la paix en Europe devienne une réalité.

22. Cependant, l'Europe n'est pas encore parvenue à instituer une paix organisée, car la simple absence de guerre n'est pas la paix. C'est pourquoi, nous sommes favorables à une politique qui vise sciemment à prévenir la guerre. C'est pourquoi, nous sommes en faveur de la politique de détente entre les blocs.

23. Aujourd'hui, les partis socialistes sont en Europe les meilleurs garants pour qu'à l'avenir, le non-recours à la force, la stabilité et la coopération, constituent les principes de base de la politique internationale. Ils ne ménageront aucun effort pour obtenir la renonciation à l'usage de la force aux niveaux régional et mondial. Les principes de liberté, de justice, et de solidarité sur lesquels nous voulons fonder nos sociétés, inspirent notre action pour l'établissement d'un nouvel ordre international.

Les négociations sur le contrôle des armements deviennent de plus en plus importantes, eu égard au rapport mondial des forces et au développement technologique des armements. La course aux armements doit donc être arrêtée, elle engloutit d'énormes ressources et menace l'équilibre stratégique par le développement de nouvelles armes et la prolifération nucléaire. Les politiques de limitation et de réduction des armements doivent être conçues de façon à stopper la course aux armements.

24. Dans nos relations avec l'Europe de l'Est, les partis socialistes sont partisans d'une politique de détente et de coopération, telle qu'elle est formulée dans l'acte final de l'accord d'Helsinki. Cette première tentative de coopération entre l'Est et l'Ouest en Europe, depuis la Deuxième Guerre mondiale comporte des projets pratiques de coopération dans les domaines économique, scientifique et au plan des relations humaines. Ces projets ne peuvent devenir réalité que si l'esprit d'Helsinki est respecté par tous les signataires, y compris en ce qui concerne les droits de l'homme.

25. Seule une Europe solidaire des pauvres du monde peut réellement et durablement contribuer à la paix. Les pays riches devront accepter à moyen et long terme une augmentation plus faible de leur bien-être matériel pour surmonter le conflit Nord-Sud.

26. C'est pourquoi, les socialistes réclament une coopération accrue de l'Europe avec les pays en voie de développement. La politique déjà mise en œuvre — notamment par l'accord de Lomé — nous trace la bonne voie pour les progrès futurs. Les principes en sont clairs :

- L'engagement de la Communauté en faveur d'un progrès général des pays en voie de développement ;
- La pleine reconnaissance de leur indépendance sans intervention politique ou commerciale ;
- Une plus grande sécurité dans les échanges commerciaux réciproques ;
- Une coopération scientifique et technique profitable à tous ;
- La conclusion d'un accord, comportant des actions communes pour faire prévaloir, à l'échelon mondial, des règles efficaces et équitables pour le système monétaire et les transactions économiques.

27. Les socialistes sont profondément attachés à la préservation et à la protection des droits de l'homme et des libertés dans la Communauté. En particulier, ils s'opposent de toutes leurs forces aux discriminations de sexe, de race et de religions. Les pays de la Communauté doivent fidèlement appliquer les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme. La Communauté doit se situer à l'avant-garde de la lutte pour le respect des droits de l'homme dans le monde et user de toute son influence à cette fin.

28. Les socialistes veulent une Europe démocratique. Les conditions de vie actuelle et future requièrent la responsabilité croissante des pouvoirs publics. C'est pourquoi les socialistes considèrent qu'il est nécessaire d'établir un contrôle démocratique véritable, et de développer la décentralisation des responsabilités. Ils s'opposent à tout exercice incontrôlé et incontrôlable du pouvoir, y compris du pouvoir économique.

29. Dans l'élection directe de l'assemblée qui se déroulera en 1979, les citoyens d'Europe devront se prononcer pour ou contre une politique fondée sur une répartition plus équitable des richesses, du savoir et du pouvoir.

30. L'assemblée élue au suffrage universel direct évoluera dans le cadre des traités existants. Tout nouveau transfert de pouvoirs des gouvernements nationaux aux institutions communautaires, ou des Parlements nationaux à l'assemblée ne peut se faire qu'avec l'accord clair et net des gouvernements et des Parlements nationaux.

31. L'année des premières élections européennes commence.

Les politiques de progrès des partis socialistes correspondent aujourd'hui plus que jamais aux besoins des peuples européens, car il est manifeste que le capitalisme n'est pas capable de résoudre les problèmes existants. Leur solution doit être recherchée au niveau national et communautaire, et peut être facilitée par une étroite coopération européenne.

Pour réussir l'action qu'il a engagée en faveur de tous les peuples, le mouvement socialiste doit être fort dans l'assemblée directement élue comme dans les Parlements nationaux.  
Nous voulons une Europe où chaque citoyen vive libre et en paix. Seuls la démocratie et le socialisme peuvent le garantir.

### Communiqué du 29/09/1979 sur la République centrafricaine

Contraint par la pression du peuple centrafricain d'envisager l'abandon de son allié Bokassa, le gouvernement français utilise des méthodes (intervention directe des troupes françaises) qui soulignent de façon plus spectaculaire encore son ingérence dans cet État d'Afrique. Les coups d'État réalisés par des forces armées étrangères ne peuvent se substituer à la volonté populaire.

### Communiqué du 29/09/1979 sur l'Europe

Le Secrétariat National du Parti Socialiste a introduit en Juin dernier une instance auprès du Conseil d'Etat afin d'obtenir le respect de la loi pour les votes intervenus à l'issue des élections européennes.  
Le Comité Directeur du Parti Socialiste s'inquiète des délais et demande à la Direction Nationale de suivre avec vigilance la procédure engagée pour le respect du suffrage universel.

### Communiqué du 13/12/1981 sur la Pologne

Le Parti Socialiste suit avec une extrême attention le déroulement des événements de Pologne.  
Le Parti Socialiste sait que, pour ses adhérents, ses électeurs et la grande majorité de l'opinion, le mouvement de démocratisation engagé depuis plus d'un an par le peuple polonais représente pour la Pologne et pour l'Europe un immense espoir.  
Le Parti Socialiste réaffirme son souhait que les libertés syndicales et d'expression conquises par le mouvement populaire en Pologne et notamment par le syndicat "Solidarité" soient maintenues. Il demande la libération des personnes arrêtées.  
Il adresse ses sentiments d'amitié au peuple polonais dans les heures critiques qu'il vit actuellement.  
Le Parti Socialiste jugerait extrêmement grave que l'évolution actuelle en Pologne puisse conduire à un retour en arrière sur le plan de la démocratie et des libertés.  
Le Premier Secrétaire du Parti Socialiste a rencontré aujourd'hui l'ambassadeur de Pologne en France pour obtenir de lui des informations sur la situation et lui exprimer les vives préoccupations de tous les socialistes.  
Le Comité Directeur du Parti Socialiste mandate le Bureau Exécutif pour prendre toutes les décisions d'action qu'exigeront les événements, en contact avec l'ensemble des forces démocratiques de notre pays.

### Communiqué du 10/09/1983 sur le Chili

Il y a dix ans, le Président constitutionnel du Chili, le socialiste SALVADOR ALLENDE, était assassiné et la démocratie succombait dans ce pays sous les coups des forces conservatrices et avec la complicité du gouvernement américain. Dix ans plus tard, le peuple se dresse contre la dictature et organise contre Pinochet et ses soutiens des puissantes manifestations dans la rue. En ce 10 septembre 1983, le Parti Socialiste français s'associe à la mémoire d'Allende, ce grand Chef d'Etat dont les dernières paroles traduisaient sa certitude d'un « futur meilleur ».  
Sur le plan économique, ce pays devient le laboratoire des recettes des ultras du néo-libéralisme. Dix ans plus tard, le pays est ruiné. Outre une dette extérieure de 20 milliards de dollars qui ont fait le pays le plus endetté par tête d'habitants, le Chili a vu en dix ans se réaliser la destruction de son tissu industriel national. Ce pays a connu une spéculation effrénée et l'investissement productif il y a fortement baissé. Le chômage touche 35% de la population active, la faim sévit dans certains quartiers populaires, et les classes moyennes se sont détournées d'un régime qu'elles avaient souhaité ou rallié. Tel est le bilan de la politique institutionnelle et économique d'une droite extrême, la droite chilienne.  
Sur le plan politique, le Chili, pays héritier d'une longue tradition démocratique, s'est transformé en un régime policier d'interdiction des activités politiques et syndicales.  
Le mouvement de protestation populaire qui se développe sous nos yeux, se nourrit de cette faillite économique et de cet étouffement politique ;  
Dans le cadre de ce mouvement, l'alliance démocratique qui s'est noué tout récemment entre de vastes secteurs de la gauche (socialistes et radicaux) et la démocratie Chrétienne constitue un lieu de dialogue pour l'opposition

et est une étape importante sur le chemin du rétablissement de la démocratie. Elle a déjà fait reculer le gouvernement du Général Pinochet sur plusieurs points : levée de l'état d'urgence, publication d'une nouvelle liste d'exilés autorisés à rentrer.

Quant à la gauche et aux socialistes, ils amorcent leur rassemblement. C'est ainsi que s'est formé, en avril 1983, le comité politique d'Unité qui intègre tous les secteurs du socialisme chilien, divisés depuis de longues années. Nourri par le mouvement populaire, ce processus de recomposition politique contribue, en retour, à mieux organiser la lutte contre la dictature.

On le sent, on le sait, le régime chilien est aujourd'hui trop ébranlé et trop contesté par les milieux populaires mais aussi par la jeunesse, les classes moyennes, les paysans pour être assuré de son avenir. La démocratie et la liberté sont en marche de façon irréversible au Chili dans les conditions les plus rudes en raison de la présence de l'armée et de la répression policière.

Le Parti Socialiste salue la lutte engagée par l'alliance démocratique et le peuple chilien pour mettre fin à la dictature.

Avec eux, il demande :

- le départ du Général Pinochet,
- l'amnistie totale et sans condition pour les prisonniers et les exilés politiques,
- la légalisation des partis politiques et des syndicats
- l'organisation d'élections libres